L'étonnante indulgence de l'UE vis-à-vis de la dérive "nationale-islamiste" d'Erdogan par Alexandre Del Valle

écrit par Maury | 9 mai 2016

Alexandre Del Valle

Alexandre del Valle est un géopolitologue renommé. Ancien éditorialiste à France Soir, il enseigne à Sup de Co La Rochelle et est chercheur associé à l'Institut Choiseul. Il a publié plusieurs livres sur la faiblesse des démocraties, les Balkans, la Turquie et le terrorisme islamique. Il est notamment auteur des livres Le Chaos Syrien, printemps arabes et minorités face à l'islamisme (Editions Dhow 2014), Pourquoi on tue des chrétiens dans le monde aujourd'hui ? : La

Tandis que la situation politique et sociale de la Turquie ne cesse de s'aggraver sous l'égide de Reccep Tayip Erdogan, et que celui-ci participe largement à la déstabilisation de toute la région, l'UE continue à faire preuve d'une étonnante indulgence à l'égard de ce pays.

Depuis le début de la guerre civile syrienne, et depuis la dérive autoritaire du néo-sultan Recep Taiyyp Erdogan, presque **plus personne n'ose soutenir que le parti de la Justice et de Développement (AKP) au pouvoir à Ankara et son leader charismatique incarnent encore l'espoir d'un « islamisme modéré et pacifique**« , et que la Turquie moderne vantée par les

nouvelle christianophobie (éditions Maxima), Le dilemme turc : Ou les vrais enjeux de la candidature d'Ankara (Editions des Syrtes) et Le complexe occidental, petit traité de déculpabilisation (Editions du Toucan).

partisans de son adhésion à l'Union européenne demeure encore un garant de la stabilité au Proche-Orient et de la paix entre le monde musulman et l'Occident, un pont qu'il vaudrait mieux avoir *« avec nous que contre nous »* selon ses thuriféraires.

En 2002, lors de l'accession au pouvoir de l'AKP en Turquie, les rares voix qui n'étaient pas en extase devant **le prétendu équivalent turc (AKP) des « chrétiens démocrates » européens**, et ceux qui, comme moi, osaient écrire que la Turquie dans l'Europe serait un *Cheval de Troie islamiste* (2002) et non pas une garantie de paix et de laïcité, étaient immédiatement rangés dans la catégorie infâme des « turcophobes » et des adeptes du « choc des civilisations » entre l'Occident et le monde musulman, la Turquie réislamisée étant présentée comme une « chance » inouïe de faire en sorte que l'Europe ne soit plus un « club chrétien », gage de paix avec le monde islamique…

Après avoir souligné la caractère absurde et masochiste d'un argument consistant à donner des gages de reniement de ses propres racines spirituelles pour être accepté par une entité qui réaffirme sans complexe les siennes, nous avions annoncé que l'ouverture des négociations avec Ankara en vue de l'adhésion à l'UE déclencherait un double processus de déstabilisation de l'Union européenne – incapable de digérer l'Etat successeur de l'Empire ottoman encore plus nationaliste et aussi peu fairplay que la Grande-Bretagne – et d'affaiblissement-démantèlement du modèle kémaliste-laïc, combattu tant par les islamistes turcs qui le jugent « apostat » que par les eurocrates de Bruxelles et les Etats-Unis qui le trouvaient trop anti-démocratique, militariste et hostile au libéralisme.

Là réside le secret de la longévité du néo-sultan Erdogan : il a réussi à déjouer tous les pronostics de coups d'Etat en utilisant comme boucliers face aux militaires turcs anti-islamistes, le rôle stratégique de la Turquie au sein de l'OTAN, son prétendu désir d'Europe et de réformes, puis sa soi-disant capacité à exporter au Moyen-Orient un modèle d' « islamisme démocratique » *soft* face au terrorisme jihadiste. Ceci explique pourquoi les stratèges des puissances atlantiques ont empêché l'armée turque de renverser l'AKP d'Erdogan. D'où le fait que le néo-sultan irascible ait pu faire juger et emprisonner moult militaires de haut rang, maints policiers, intellectuels ou journalistes kémalistes laïcs, sans que l'armée ne bouge. Aujourd'hui, le pays laïque d'Atätürk n'est plus qu'un vieux souvenir et il laisse la place à une nouvelle Turquie « national »-islamiste », néo-ottomane donc expansionniste.

Du post-kémalisme au chaos libyen et syrien

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la politique d'Ankara depuis le printemps arabe et l'aide apportée partout par la Turquie, championne du sunnisme et des Frères musulmans, aux partis et forces combattantes islamistes (en Libye, en Syrie, en Irak, en Tunisie, au Maroc, au Liban, en Azerbaïdjan,, dans le Caucase, en Asie centrale, en Afrique noire) aux prises avec des régimes ou forces nationalistes-laïques, des progressistes ou des minorités non-sunnites au pouvoir. **En Libye, par exemple, la Turquie est, avec le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite, l'un des principaux soutiens aux forces islamistes issues des Frères musulmans et aux légions combattantes opposées aux modérés.** Ankara appuie en effet depuis le début la coalition de milices islamistes de Tripoli et Misrata (Fajr Libya) qui a

combattu les forces démocratiques issues du Parlement de Tobrouk pourtant reconnues par la communauté internationale.

En Syrie, la stratégie néo-ottomane et panislamiste-sunnite d'Ankara explique l'aide accordée jusqu'à peu à Da'esh, et encore aujourd'hui à la plupart des autres forces islamistes et jihadistes combattantes. Ce choix d'apparaître comme le champion des rebelles sunnites-islamistes face aux laïques et aux non-sunnites explique pourquoi la Turquie a participé depuis le début de la guerre civile syrienne, et après le lâchage de l'ancien allié Bachar al-Assad, au financement du Front islamique (l'une des principales forces combattantes islamistes-radicales) au même titre que le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite. Depuis, face aux pressions exercées par ses alliés occidentaux de l'OTAN, Ankara est entrée, certes, et à pas lents, dans la coalition internationale chargée d'éradiquer Da'esh.

Dans son aide à la rébellion anti-Assad en Syrie, la Turquie a dès lors misé sur plusieurs mouvements et cartes complémentaires : tout d'abord, **l'Armée syrienne libre (ASL), dont le siège a été installé dès le début en Turquie et qui n'est pas le mouvement d'opposants « laïques » et « modérés » qu'ont décrit nos médias occidentaux, mais une force composite majoritairement islamiste**. Il suffit de lire le tragique récit du journaliste italien de *La Stampa,* Domenico Quirico, qui a été libéré en septembre 2013, pour comprendre que l'ASL était une mosaïque de brigades de combattants rebelles, qui comportait des combattants issus de l'insurrection anti-Bachar, des déserteurs de l'armée syrienne, des contrebandiers, mais surtout des islamistes radicaux dominés par les Frères musulmans combattants syriens qui sont loin

d’être de grands démocrates. Nombre d’anciens combattants de l’ASL ont depuis lors intégré les rangs du mouvement Hazm (acronyme de *Harakat Zaman Muhammed*, « Mouvement du temps de Mahomet »), puis du Front islamique, plus puissant mouvement rebelle islamiste radical composé de plusieurs groupes salafistes-jihadistes. La Turquie d’Erdogan a été l’un de ses premiers soutiens extérieurs avec l’Arabie saoudite. Ankara a également appuyé, armé et aidé de plusieurs manières non seulement le Front al-Nosra (branche syrienne d’al-Qaïda), mais également *Ahrar al-Sham*, *Jaich al-Fatah* (« L’armée de la conquête »), et l’Etat islamique, avec qui des alliances de circonstances et des entraides militaires ont été scellées dans le but de lutter contre l’ennemi commun kurde.

Un autre problème majeur concerne le trafic de pétrole. On sait que Da’ech a tiré une grande part de sa puissance financière de la contrebande des hydrocarbures, qui passe en partie par la Turquie. En 2015, l’opposition turque elle-même a reproché à Erdogan d’avoir soutenu les groupes djihadistes et de leur avoir livré secrètement des armes. **Des liens entre Ankara et l’EI ont été prouvés, notamment la livraison d’armes** révélée par le quotidien turc de gauche *Cumhuriyet,* dont le directeur de la rédaction, Can Dundar, a d’ailleurs été jeté en prison pour avoir dévoilé cette information… Ainsi, en mai 2015, sur les réseaux sociaux turcs, est apparue une vidéo montrant un convoi de camions turcs immobilisés à la frontière avec la Syrie officiellement pour apporter de l’aide humanitaire aux civils, mais en réalité, les douaniers ont découvert des armes dans les camions qui convoyaient un millier d’obus de mortier, 80 000 munitions pour des armes de petit et gros calibres, et des centaines de lance-grenades Le point d’arrivée aurait été situé dans la zone contrôlée par al-Nosra,

la branche syrienne d'al-Qaïda. D'autres quotidiens turcs laïques comme *Hurriyet* et *Radikal,* tous inquiétés depuis par le pouvoir AKP, ont démontré *« l'implication des services de renseignement turcs (MIT) et de l'association islamiste Humanitarian Relief Foundation (IHH) »,* proche du gouvernement, dans l'acheminement d'armes aux rebelles syriens et aux djihadistes, l'IHH, proche du mouvement palestinien terroriste Hamas, étant devenue célèbre depuis qu'elle déclencha la crise de la flotille du Navi Marmara à Gaza en 2010.

En novembre 2015, lors du sommet COP 21, Vladimir Poutine, échaudé par l'affaire de l'avion russe Soukoï abattu par l'aviation turque, a été jusqu'à accuser la Turquie – et en particulier la famille même d'Erdogan – de profiter du trafic de pétrole de Da'esh via la Turquie. Déjà, en septembre 2014, le *New York Times* avait parlé de la difficulté de l'administration Obama à *« persuader la Turquie, où une grande partie du pétrole est coté au marché noir, de sévir contre le vaste réseau de vente ».* En avril 2015, le vice-président de la Fondation de recherche pour la défense des démocraties, Jonathan Schanzer, déclarait quant à lui devant le Congrès américain que *« les activités financières illicites de la Turquie […] ont permis la croissance de groupes de djihadistes tels que Jabhat al-Nosra et l'Etat islamique »* et que *« la frontière sud-orientale de la Turquie ressemble à ce qu'était Peshawar dans les années 1990, la principale passerelle pour l'actuelle génération de djihadistes (…) la Turquie ayant été impliquée dans le financement de l'EI par le biais du trafic illicite de pétrole ».* Plus récemment, en mars 2016, des garde-côtes grecs ayant arraisonné un cargo en provenance de Turquie et battant pavillon togolais, le Trader, ont

révélé que ce bateau transportait des conteneurs d'armes (milliers d'armes et d'explosifs) destinés aux groupes armés combattants en Syrie et transitant par le port de Tripoli au Nord du Liban, où sévissent des milices salafistes, dont le Front al-Nosra.

Certes, les attentats-suicides d'Istanbul attribués à Da'esh (10 morts) perpétré le 12 décembre 2015 dans le quartier touristique de Sultanahmet, ont contribué à motiver Ankara à combattre plus clairement Da'esh. Depuis le mois de juillet 2015, l'armée turque a d'ailleurs bombardé les positions de l'EI. Toutefois, chacun sait aujourd'hui que le régime AKP de R.T. Erdogan a laissé faire le groupe terroriste dans un premier temps afin d'accélérer la chute de Bachar al-Assad et de renforcer son influence en Syrie et dans la région avec l'image du « protecteur des sunnites » persécutés par les chiites-alaouites. Rappelons qu'en 2014, les autorités turques n'ont pas voulu soutenir les combattants kurdes lors des assauts de Da'ech à Kobané, évènement qui accéléra la fin du processus de paix entre Kurdes de Turquie et Ankara, et contribua à déstabiliser davantage la situation géopolitique régionale. Le président turc espérait ainsi que « *les forces kurdes s'épuiseraient dans la lutte pour Kobané, renvoyant ainsi aux calendes grecques la formation d'un Etat kurde* ». Le résultat a été la relance de la guerre PKK-Turquie et a plongé l'Est du pays dans le chaos. Mais la haine anti-kurde, devenue un véritable programme politique de l'AKP, a permis à Erdogan de remonter dans les sondages et de gagner les dernières élections législatives, ceci en attendant de modifier la Constitution dans un sens moins laïque.

Le soutien des milices islamistes turkmènes de Syrie par Ankara

En fait, le gouvernement AKP de R. T. Erdogan, et

nombre d'organisations turques islamistes néo-ottomanes et panturques, ont tablé enfin en Syrie sur les groupes ethniques minoritaires turkmènes liés à l'ASL, à Hazm, à al-Nosra, au Front islamique ou à Jaich al-Islam, et qui avaient d'ailleurs adhéré dès le début de la guerre civile à l'ex-ASL, puis ont été utilisés par Ankara pour déloger des positions arméniennes, assyriennes et kurdes… Dès 2012, les Brigades turkmènes syriennes étaient fortes de 5 à 10 000 hommes en 2012, principalement dans le Nord de la Syrie à la frontière turque. Celle de Lattaquié a été formée en 2013 et comprend 12 unités armées. Leur deuxième division côtière a été créée au début de 2015 et est officiellement affiliée à l'ASL. Ces brigades collaborent avec d'autres groupes d'opposition armés, au Nord de Lattaquié, y compris les djihadistes du Front al-Nosra et d'Ahrar al-Sham. Leurs opposants principaux sont l'armée syrienne, les milices kurdes et, depuis 2014-2015, l'Etat islamique.

Principal groupe islamiste turkmène de Syrie, la Brigade du Sultan Murad (Liwa' Sultan Mourad) – qui fit parler d'elle lors de l'affaire de l'avion russe abattu en novembre 2015 par l'armée turque – est active dans la province d'Alep et est étroitement liée aux services secrets extérieurs turc du MIT. C'est avec l'aide avérée de ce dernier que la célèbre brigade Sultan Mourad a été créée et a pu s'équiper en armements avec les missions de briser la continuité géographique des cantons kurdes en Syrie, de combattre le régime de Damas, et, accessoirement, de contenir une poussée de Da'esh. Elle s'est établie sur la zone frontalière avec la Turquie destinée, selon Ankara, à devenir une « zone tampon ».

Mais, outre cette Brigade et tant d'autres groupes plus ou moins affiliés à l'ASL ou proches des Frères

musulmans syriens, Ankara appuie en sous main d'autres formations islamistes turcophones sévissant en Syrie en y envoyant des combattants. Evénement peu connu en Occident – mais qui révèle bien la stratégie proislamiste et néo-ottomane de la Turquie en Syrie et dans la région – en juillet 2014, le leader de l'organisation islamiste-terroriste turque, le Front des combattants du Grand Orient islamique (IBDA-C), Salih Mirzabeyoglu, a été libéré de prison par Recep Taiyyp Erdogan. Mirzabeyoglu y était enfermé depuis 1998 pour des attentats perpétrés en 1994. Fondé dans les années 1970, ce groupe, très hostile envers les kémalistes turcs, les alaouites, les chiites, les alévis, les Arméniens et surtout les Kurdes, préconise la création d'un « Grand Orient néo-ottoman », en fait la restauration d'un « califat universel pour tous les musulmans » et, en attendant, le retour à l'application de la stricte charia, donc l'éradication des régimes laïques kémaliste turc et baathiste syrien. Son idéologue, le poète islamiste Necip Fazil Kisakürek, est régulièrement cité par le président Erdogan dans ses discours. Sa propagande anti-Kurde, anti-alévis et anti-alaouites en Syrie lui a permis de recruter des jeunes combattants islamistes réunis au sein de la « Jeunesse musulmane anatolienne » (MAG). Celle-ci a constitué les bases des brigades islamistes turcophones basées en Syrie, à Lattaquié et Idlib. Leurs noms évoquent sans ambiguité l'idéologie panislamiste et ottomaniste qui les sous-tend: « Brigade Sultan Selim », « Brigade Sultan Abdulhamid », les deux sultans ottomans qui persécutèrent le plus les Alévis et les Arméniens…

Les Loups Gris et la stratégie « nationale-islamiste »

Le Parti d'action nationaliste turc (MHP) et sa milice les Loups Gris, bien qu'étant au départ non-islamiste,

a également prêté main-forte aux djihadistes syriens par haine des Kurdes et du régime arabe syrien. Ce mouvement fasciste turc créé par Alparslan Türkeş, concepteur d'un nationalisme « islamo-turc », repose sur des « Foyers nationalistes » implantés partout en Anatolie turque. Durant les guerres du Karabagh (1992-93) et de Bosnie (1992-95), les Foyers envoyèrent nombre de combattants auprès des Azéris anti-arméniens et des islamistes bosniaques anti-serbes. Depuis 2013, des jeunes volontaires des Foyers nationalistes se battent aux côtés des groupes djihadistes à Lattakiah et à Kessab. Leur présence est aussi bien constatée dans les brigades djihadistes d'al-Nosra que dans les sections turcophones de la-dite « Armée syrienne libre » (ASL). De son côté, l'État islamique a été plusieurs fois mis en cause dans le recrutement direct à Istanbul, Konya, Urfa et Gaziantep – dans les milieux salafistes – de futurs djihadistes. A travers un tissu d'associations écrans « d'aide à la Syrie », il n'est pas rare de voir au grand jour, dans ces villes, le drapeau noir de Da'esh arboré sur des stands, des locaux religieux etc… Preuve que les recruteurs ont du succès, la publication en juin 2015 du premier numéro de *Kostantiniyye* (Constantinople) – organe en langue turque de l'État Islamique qui joue sur la corde sensible de la nostalgie ottomane et de la destruction de la capitale chrétienne de l'Empire byzantin, Constantinople – appelle clairement les musulmans de Turquie à rejoindre le « Califat »… Depuis le retour des troubles dans le Haut-Karabagh, en avril 2016, les mouvements nationalistes-fascisants turcs et islamistes radicaux encouragés par l'AKP et Erdogan lui-même sont de nouveau en première ligne pour prêter main-forte aux Azeris décidés à récupérer le Haut-Karabagh et d'en découdre avec l'ennemi héréditaire chrétien-arménien…

http://www.atlantico.fr/decryptage/etonnante-indulgence-ue-vis-vis-derive-nationale-islamiste-erdogan-alexandre-del-valle-2681050.html#7GqYx3SJm8IHuzdZ.99